

55 71.

VI
LE TRAVAIL SOCIAL GENERAL.

Les entreprises de travail social général.

Jusqu'ici, nous n'avons pris en considération que des entreprises fournissant un produit palpable et mesurable. Nous avons cependant déjà fait remarquer que, dans diverses entreprises, on ne fabrique pas de produit à proprement parler et que ces entreprises n'en sont pas moins indispensables à la vie sociale. Nous avons cité, par exemple, les conseils économiques et politiques, l'enseignement, les soins médicaux, etc, en général des organisations "culturelles et sociales". Elles ne fabriquent pas de produit proprement dit. Leurs services s'intègrent immédiatement dans la société, la distribution s'effectuant ainsi directement au cours de la production. Une autre caractéristique de ces entreprises est le fait, qu'en société communiste, leurs services sont "gratuits" - ils sont à la disposition de chacun, dans la mesure de ses besoins. La distribution s'effectue sans mesure économique. Nous appellerons ce type d'entreprise, des ENTREPRISES DE TRAVAIL SOCIAL GENERAL (entreprises de T.S.G.) ou ENTREPRISES PUBLIQUES - afin de les distinguer des entreprises qui ne travaillent pas gratuitement, et que nous appellerons ici ENTREPRISES PRODUCTIVES.

Il est évident, que cette différence de type complique le calcul des comptes de la société communiste. Si toutes les entreprises fournissaient un produit palpable, il n'y aurait plus que peu de choses à ajouter à ce que nous avons déjà dit sur la production communiste. Il suffirait de s'arranger pour répartir exactement F, C et T entre les diverses entreprises, et la production pourrait, sans problèmes, poursuivre son cours, chaque entreprise rémunérant elle-même ses ouvriers en fonction du "rendement net de leur force de travail". Le temps de travail de chacun serait alors la mesure directe de la part de produit social destinée à sa consommation personnelle. Mais les choses ne sont pas si simples. Bien que les entreprises publiques usent de moyens de production et matières premières et consomment des denrées alimentaires pour assurer la subsistance de leurs travailleurs, elles n'ajoutent aucun nouveau produit à la masse existante des produits. Tout ce qui est usé et consommé par les entreprises publiques doit, par conséquent; être prélevé sur la masse des produits des entreprises productives. Mais cela signifie que les travailleurs ne seront pas rémunérés dans leurs entreprises en fonction du "rendement net de leur travail", car le temps de travail n'est pas la mesure directe de la part de produit social destinée à la consommation individuelle; les travailleurs des entreprises productives devront céder une partie de leurs produits aux entreprises publiques. A première vue, il semble qu'il y ait par là, rupture du rapport du producteur au produit social. Et de fait, c'est bien ici, qu'est la difficulté sur laquelle tous les économistes se cassent la tête.

Ce qui doit nous importer, c'est bien entendu de trouver comment surmonter cette difficulté. Pour tous les économistes communistes cette question est un point noir. C'est cette difficulté qui explique, entre autres, le projet de Neurath, pour lequel un producteur-distributeur central, une centrale alloue, en nombre et en qualité,

la part de produit social dont doit jouir chacun, selon son "niveau de vie". D'autres développent ce point de vue de façon moins conséquente et veulent résoudre le problème à l'aide des impôts indirects (la Russie) - mais chez tous cependant, ce qui est accordé aux producteurs pour leur consommation individuelle reste d'une imprécision extrême. Pourtant il est un point sur lequel tous s'accordent : la résolution du problème rend nécessaire une direction et une gestion centrale de l'économie, un rapport exact entre le producteur et son produit n'entrant absolument pas en ligne de compte. Ce sont d'ailleurs les mêmes raisons qui expliquent pourquoi le "communisme libertaire" à la Sébastien Faure a recours, lui aussi, à une économie dirigée "par en haut".

Il nous faut donc considérer tout particulièrement ce point puisque c'est là que se trouvent les racines essentielles du communisme d'Etat. Effectivement, la solution ne devint possible qu'après la période révolutionnaire de 1917 à 1923, où les théories de Marx ainsi que celles de Bakounine - (ce n'est non pas l'Etat, mais bien l'union des associations libres de la société socialiste qui édifie le communisme) - avaient trouvé leur forme concrète : le système des Conseils.

La politique des prix de Leichter.

Le premier économiste qui approche la solution de ce problème est Otto Leichter ; il fut en effet le premier à envisager l'économie communiste sous l'angle précis du "calcul du prix de revient". S'il n'est pas arrivé à trouver de solution satisfaisante, c'est qu'il est incapable, lui aussi, d'appliquer à la production et à la distribution la catégorie du temps social moyen de travail. Pour Leichter toute l'économie est un cartel gigantesque, le "cartel général" de Hilferding. La question dès lors est de savoir comment il va couvrir les frais des entreprises de T.S.G. Il ne veut pas recourir aux impôts et cherche, de ce fait, d'autres moyens, qu'il trouve d'ailleurs... mais en abandonnant la catégorie du temps social moyen de travail. Alors que Kautsky, incapable de résoudre la contradiction entre le temps moyen de travail usé dans les entreprises (valeur moyenne) et le temps moyen de travail social, s'empêtrait dans les pires difficultés, Leichter, pas plus que lui, ne réussissait à surmonter celles-ci. Cependant il ne se détourne pas pour autant du calcul du temps de travail. Il ne calcule pas la moyenne sociale de toute la "gilde" mais fixe le "prix" du produit par rapport à la moyenne de l'entreprise fonctionnant le moins bien, c'est-à-dire la plus onéreuse. Les autres entreprises travaillent de ce fait avec un bénéfice, qui revient à la caisse générale de la société. A propos de ces entreprises rapportant un bénéfice, il écrit ceci :

"Celles-ci se retrouveront alors avec un compte différentiel ou, en termes capitalistes, avec un surplus de profit, qui bien sûr ne saurait revenir à ces entreprises seules, mais qui devra être mis ailleurs à contribution."
(p.31)

Bien que Leichter considère le calcul du temps de travail socialement nécessaire, tout au long du procès de production, comme la méthode de calcul la plus appropriée, il ne l'applique pas, comme nous l'avons déjà dit. Il ignore le temps social moyen de travail. Nous verrons qu'il essaiera ultérieurement de compenser une telle

